

met pour contribuer à son succès éventuel, parce que nous croyons que le Sommet est un événement très important en ce qui concerne toutes les questions de l'épanouissement de l'environnement.

[Traduction]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une autre question pour le premier ministre.

Trois conventions devaient être signées à Rio, une première portant sur les changements climatiques, une deuxième sur les espèces en voie de disparition, et une troisième sur les forêts. La convention sur les forêts a été complètement abandonnée. À présent, les Américains ont persuadé d'autres pays industrialisés de ne pas fixer d'objectifs ou d'échéanciers précis en ce qui concerne la convention sur les changements climatiques.

Les conseillers du président Bush se vantent du fait que, à leur retour de Rio, ils auront très peu à faire pour respecter les nouveaux engagements qu'ils auront pris.

Le premier ministre pourrait-il répondre à la question que je lui ai posée en français? Usera-t-il de ses bons offices et téléphonera-t-il au président Bush pour lui dire que, à notre connaissance, trois conventions devaient être signées et que deux ne le seront pas par les États-Unis, l'une parce qu'elle a tout simplement été abandonnée et l'autre parce que, à la demande du président Bush, elle ne doit plus avoir d'objectifs ou d'échéanciers précis?

Dira-t-il au président des États-Unis que, si c'est le cas, Rio sera un échec sur toute la ligne?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il est toujours dangereux de vouloir juger des résultats d'un événement international important avant sa tenue.

Il est toujours très dangereux de laisser entendre que, si un pays donné ne propose ni n'accepte de prendre certaines mesures, tout s'écroulera. Il y a 178 pays dans le monde. Des membres des Nations Unies seront présents à Rio. Plus de 110 chefs de gouvernement seront à la conférence. Même si les États-Unis y joueront un rôle important, comme dans toutes les affaires internationales, ils ne seront pas seuls.

• (1420)

Nous n'avons pas l'intention de nous laisser dicter nos droits ou nos obligations en matière d'environnement par les États-Unis ni par personne d'autre. Nous allons à Rio pour nous acquitter de nos obligations, au nom du Parle-

ment et de tous les Canadiens, et nous nous attendons à ce que d'autres pays fassent de même, dans leur intérêt.

* * *

LES PÊCHES

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au sujet de la pêche.

Ce matin, nous avons lu dans la presse que les Européens ont décidé de cesser de pêcher au large de Terre-Neuve. Bien sûr, ils l'ont fait pour une bonne raison: il n'y a plus de poisson.

Nous voudrions que le premier ministre nous dise s'il peut garantir à la Chambre qu'ils ne reviendront pas l'automne prochain et que, s'ils décident de revenir, ce sera seulement lorsque nous aurons assez de stocks dans les Grands bancs. Peut-il garantir que les pêcheurs canadiens auront un gagne-pain pour eux-mêmes et non pour d'autres?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Monsieur le Président, je suis heureux que le chef de l'opposition ait remarqué que la campagne que nous livrons contre les navires étrangers porte fruit.

M. Chrétien: Il n'y a pas de poisson, John.

M. Crosbie: On ne peut pas jouer sur les deux tableaux. Hier, vous étiez dans tous vos états. Il fallait que nous mettions fin à la surpêche pratiquée par des navires étrangers. Aujourd'hui, il semble que nous soyons sur le point de stopper cette surpêche, mais vous vous plaignez qu'il n'y a pas de poisson. Que voulez-vous? Qu'on mette fin à la surpêche ou non?

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Hier, en préparant son chemin pour Rio, le premier ministre a dit que l'environnement devrait être le point central de la prochaine ronde de négociations du GATT. Si le premier ministre est vraiment convaincu, pourquoi continuer à traiter l'environnement comme une question secondaire dans l'entente de libre-échange anticipée avec le Mexique? Pourquoi ne pas plutôt insister sur l'application de normes communes aux trois pays? Pourquoi ne pas insister sur une clause d'accession qui protège